



HAL
open science

La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. La vie économique dans la Vienne

Roger Picard

► **To cite this version:**

Roger Picard. La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. La vie économique dans la Vienne. Institut d'Histoire du Temps Présent. Réseau des correspondants départementaux. 1986. halshs-04268379

HAL Id: halshs-04268379

<https://shs.hal.science/halshs-04268379>

Submitted on 2 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La vie économique dans la Vienne

par Roger Picard

L'étude de la vie économique dans le cadre limité d'un département présente une difficulté majeure, à savoir la collecte de données numériques éparpillées, parcellaires et parfois établies à partir de déclarations minorées ou partielles. Cet aspect fragmentaire des phénomènes considérés peut constituer - surtout pendant l'occupation allemande - une entrave à la perception des grandes lignes caractérisant l'évolution d'ensemble de l'économie avant, pendant et après la Seconde guerre mondiale.

Quelles industries étaient implantées dans la Vienne en 1938? Quelle fut l'influence de la guerre sur les entreprises du département? Quelle évolution ont subi les industries de part et d'autre de la ligne de démarcation, en zone libre complètement coupée de Poitiers et des centres commerciaux traditionnels, en zone occupée sous la tutelle allemande? Y a-t-il eu une restructuration des entreprises après la guerre, à quelle période exactement?

Les entreprises dans la Vienne avant 1939

La Vienne était, par excellence, un pays agricole faiblement peuplé : 44 habitants au km². La population rurale et la bourgeoisie terrienne étaient peu tournées vers l'industrie. A la veille de la seconde guerre mondiale, la population active, qui comptait 158 450 personnes, se répartissait ainsi : 59% dans l'agriculture, 21 % dans l'industrie, 20 % dans le secteur tertiaire. Les deux centres principaux : Poitiers 44 000 habitants et Châtellerauld, 21 400 habitants, étaient des villes moyennes. Les autres centres urbains, dont un seul, Montmorillon, a gardé le rôle de sous-préfecture avaient une population allant de 2 500 à 5 000 habitants. Ils jouaient surtout le rôle de bourgs-marchés, car les foires gardaient

une fonction commerciale importante dans cette région rurale. Les fortunes étaient à base foncière et immobilière et les structures bancaires restaient faibles. Dans le Haut - Poitou, les capitaux indispensables pour fonder une industrie locale firent totalement défaut.

Les industries traditionnelles, liées aux ressources du sol et du sous - sol, à la force motrice des rivières et aux disponibilités de main d'œuvre restaient très dispersées : laiteries, meuneries, tanneries et galocheries, briqueteries, carrières de pierres et d'argile, soieries et fabriques de meubles... (carte). L'utilisation de la force motrice du Clain, de la Gartempe et de la Vienne est à l'origine des premiers établissements industriels : une papeterie, une brasserie, deux filatures et quelques petites industries mécaniques. Dans les années vingt, la Société des Forces Motrices de la Vienne, fit construire trois centrales hydroélectriques au pied des barrages édifiés sur le cours de la Vienne près de l'Isle Jourdain. Les plus anciennes entreprises industrielles avaient conservées, en 1938, des méthodes de travail confinant plus à l'artisanat qu'à la production moderne, les privant des possibilités de faire face à la concurrence.

Sur les vingt entreprises les plus importantes du département 14 occupent en moyenne 37 ouvriers. Deux établissements seulement atteignent une dimension industrielle : la Manufacture d'armes de Châtellerault (plus de 2 000) et les usines Rocher à Cenon et à Poitiers (plus de 1 000). L'axe Poitiers - Châtellerault constituait une zone privilégiée depuis le début du XIX^e siècle. Trois facteurs concourent à cette vocation : une voie d'eau fournissant la force motrice, la

route nationale n° 10, grande voie de communication nord - sud, doublée par la voie ferrée Paris - Bordeaux, électrifiée en 1937. Cette zone, en liaison facile avec la capitale, a constitué un refuge pour les industries proches des frontières allemandes. C'est à Châtelleraut que les manufactures du nord - est de la France vinrent s'installer après les rectifications de frontières en 1815 (Klingenthal, Maubeuge, Charleville). Depuis la Manufacture d'armes de Châtelleraut connut des périodes de travail intense selon les fabrications et les conflits : fusil Chassepot (1866 - 1870; fusil Gras; fusil Lebel...; elle employa jusqu'à 7 500 ouvriers et ouvrières pendant la guerre 1914 - 1918. A la déclaration de guerre, en 1939, dans les nouveaux ateliers de la Erelandière et dans l'usine mécanique principale on fabrique le F.M. 24/29, les mitrailleuses 31/34 et 34/39, le fusil modèle 36, les mousquetons et les pistolets mitrailleurs. La M.A.C. a attiré dans la ville d'autres industries mécaniques, une dizaine de petits ateliers, une fonderie, une fabrique de crosses de fusil. La coutellerie a émigré au sud de Châtelleraut à Cenon, Chezelles et à Domine.

Rocher s'installe à Cenon en 1923 pour fabriquer des machines à coudre (Rocher) puis des machines à écrire (Celtic). Lors de la crise économique en 1931 - 1932, l'affaire fut mise en liquidation. Rocher acheta, peu de temps après, l'usine Bruneau à Tours (moteurs et tracteurs) puis la fonderie Lucet et le garage Lacombe à Poitiers, l'usine de Chézelles sur le Clain. Il diversifia les productions de ses usines; limes, échafaudages, appareils de sondage, moteurs à explosion, matériel d'armement, appareils

de cinéma... Au total, plus de 1 000 ouvriers travaillaient dans les usines Rocher à la veille du second conflit mondial.

Châtellerauld abritait en outre de petites conserveries de fruits et légumes, des ateliers de peaux et de cuirs et faisait figure de premier centre industriel du département en 1938.

A cause de ses fonctions commerciales, administratives et universitaires, Poitiers semble avoir longtemps voulu ignorer l'industrie. Certes il y subsistait en 1938 des activités semi-rurales : minoteries, brasseries, huileries, et quelques industries spécifiques qui alimentaient un marché régional comme les scieries, les fabriques de détergents, de brosses, de balais... La ville s'était spécialisée dans la torréfaction du café (5ème rang en France). La fonction universitaire y avait favorisé le développement des imprimeries. Dans les environs immédiats on trouvait encore une filature, une usine chimique, une cartonnerie et quelques industries de mécanique (hangars, silos, fours...). Dans le centre de la ville, quelques ateliers de confection employaient la main d'oeuvre féminine.

A la veille des hostilités, deux activités sont apparues à Châtellerauld, la fabrique d'instruments d'optique de précision (lunettes de chars, périscopes) repliée de la région parisienne (usine Gallus) et une usine de contreplaqués fournissant le bois nécessaire à la construction de cellules d'avions (établissements Mesclé)

Fin 1938 encore, la tréfilerie Lefcort, qui venait de Mohon dans les Ardennes, s'installait à la Tricherie entre Poitiers

et Châtellerault. A Chasseneuil existait depuis 1918 un abattoir industriel et une conserverie de l'armée. Lorsqu'elle cessa ses activités en 1938, ce fut la Société de la Pile Leclanché qui vint s'installer dans les bâtiments désaffectés de la conserverie raccordée à la voie ferrée, quittant ainsi la région parisienne sur les encouragements du gouvernement.

Ces entreprises repliées allaient renforcer l'industrialisation de l'axe Poitiers - Châtellerault, dans l'immédiat avant guerre, et produire jusqu'à l'invasion allemande. Toutes les industries qui produisent l'armement augmentent leur activité en 1939 et 1940. Les ouvriers sont maintenus dans les usines. En revanche les industries agro-alimentaires et d'équipement subissent un ralentissement dû à la mobilisation et à l'effort de guerre. Lors de l'invasion des troupes allemandes du 19 au 25 juin 1940, aucune usine ne fut détruite dans la Vienne.

Après l'armistice, le département de la Vienne à l'image de la France, est coupé en deux par la ligne de démarcation : les 3/5 avec Poitiers, Châtellerault, Loudun, Civray forment la zone occupée. La zone libre comprend environ les 2/5 du territoire de la Vienne avec Montmorillon et l'Isle Jourdain. Il n'y a plus d'unité dans la zone libre qui est écartelée entre Châteauroux (Indre) pour le ravitaillement et le rationnement, Limoges (Haute Vienne) pour la surveillance des prix, l'inspection du travail, Poitiers pour le règlement des réquisitions, la comptabilité départementale... selon le bon vouloir des Allemands. En avril 1941 la sous-préfecture de Montmorillon est entièrement rattachée à Limoges.

Certaines entreprises se ravitaillaient en matières premières ou vendaient leurs produits en zone occupée. Les passages de la ligne

étant sévèrement réglementés, (certaines marchandises à deux postes frontière) les circuits commerciaux sont désorganisés.

Deux entreprises industrielles sont isolées en zone libre par la ligne de démarcation : la faïencerie Deshoulière à Chauvigny et la brasserie de Montmorillon à Saulgé (2)

A Chauvigny l'usine de grès existe depuis le début du siècle mais le grand tournant se situe en 1936, quand M. Deshoulière, patron de l'entreprise, achète les moules et modèles PILLIVUIT, société de Neufchâtel et du Berry qui arrête sa production. En 1939 la fabrique de porcelaine et grès possède 4 fours intermittents et 30 ouvriers. Elle utilise 120 tonnes de charbon flambant gras par an, du kaolin de Morbihan et d'Angleterre, du feldspath du Limousin et du sable de la Nièvre, des argiles réfractaires de la région de Fleuré (86). En 1940, Chauvigny est en zone libre. Le charbon est alors acheminé de Carmaux et de Decazeville mais il est contingenté (40 tonnes seulement). Il n'était plus question d'importer du kaolin anglais, mais, pour celui du Morbihan, en zone occupée, M. Deshoulière tourna la difficulté. Les Allemands acceptèrent que le kaolin soit importé de zone occupée en zone libre si la distance de la ligne de démarcation n'excédait pas 10 km. Le kaolin fut alors acheté par un ami de Saint-Julien-l'Ars et de là transporté en charrette jusqu'à Chauvigny. Quant au combustible, la porcelaine subissant trois cuissons, l'usine utilisa pour les deux premières (800°) des fagots et du bois. Seule la dernière cuisson à 990° est faite au charbon. M. Deshoulière achète alors, en zone libre, dans les forêts proches, des coupes de bois et il embaucha des journaliers pour abattre et transporter le bois à Chauvigny. Non seulement la production n'a pas baissé pendant la guerre, mais le nombre d'ouvriers (avec les

bûcherons, les rouliers) a augmenté (les journaliers vivaient dans les fermes près des forêts - nombreux Israélites, réfugiés mosellans, réfractaires au S.T.O. après 1943).

La brasserie de Montmorillon à Saulgé a connu son apogée en 1931 (50 ouvriers). C'est une entreprise familiale. Après des difficultés vers 1934 et 1936, dues à la concurrence de "La Meuse" de Nantes, la brasserie a su s'adapter aux nouvelles normes de qualité et de présentation. En 1939, les ventes sont bonnes sur la côte atlantique et dans le centre-ouest. Avec la mobilisation de plusieurs ouvriers et la réquisition des véhicules, les clients venaient directement s'approvisionner à la brasserie. Après l'armistice, les Allemands ont permis le passage de la ligne et "La Meuse" ne livrait plus, si bien que la période de guerre fut euphorique pour l'entreprise de Montmorillon. Les directeurs gagnèrent beaucoup d'argent mais ne purent investir. Le matériel s'usait et vieillissait. 35 ouvriers travaillaient alors plus de 50 heures par semaine.

A ces deux entreprises vinrent s'ajouter dès 1941 de nombreux chantiers de carbonisation dans les forêts et en 1942, une distillerie coopérative à Saint-Pierre de Maillé (alcool de topinambours), une usine d'essence synthétique à Millac (détruite en mars 1944), et quelques huileries (colza, oeillette dont la culture commence pendant la guerre). En zone libre, les rares entreprises ont donc su s'adapter et croître pendant la guerre.

En zone occupée, dès 1940 et jusqu'en 1944, les industries alimentaires ont vu leur production chuter par manque de matières premières, de combustibles ou d'électricité. La volonté des Allemands était aussi de créer du chômage pour concentrer la main d'oeuvre dans les entreprises dont la production les intéressait et, à partir de

1943, pour l'envoyer en Allemagne (S.T.O.) ou dans l'Organisation TCDT sur la côte atlantique. Les 6 usines qui torréfient le café vécurent un temps sur leur réserves puis traitèrent des succédanés (orge, chicorée et même glands de chênes). L'entreprise des cafés GILBERT fut détruite en octobre 1941 et ne fut jamais reconstruite. L'ordonnance du 25 février 1942 donna à ^{la} F.K. la possibilité de procéder à la fermeture des usines de leur circonscription. Six entreprises furent immédiatement fermées à Poitiers et à Châtellerauld provoquant le chômage de 200 ouvriers. Trente deux usines fermèrent de juin à décembre 1942 (filature de Ligugé, blanchisseries, produits~~z~~ chimiques...), quinze en 1943 (bonneterie, chaussures, galoches et pantoufles) dix entreprises spécialisées dans l'imprimerie cessèrent toute activité de mars à juin 1944. Seules quelques entreprises évitèrent la fermeture grâce à des commandes allemandes (biscuiteries et conserveries des Ormes, de Poitiers et Châtellerauld en 1943, fabriques de sacs de ménage, de brosses et de balais en 1944 à Poitiers). Un plan de modernisation de l'industrie avait été établi par le gouvernement de Vichy dès 1941. L'inventaire des machines outils en mai 1942, par les Comités d'organisation, révéla un équipement ancien: 47% des machines dataient d'avant 1910, 26,5 % d'avant 1919. Seulement 26 % des machines avaient moins de 20 ans d'âge et certaines réquisitions allemandes portèrent sur celles qui étaient en bon état et récentes (tours, et fraiseuses notamment). Les travaux publics, le bâtiment et les transports furent désorganisés dès l'été 1940. L'ouverture de grands travaux (aménagement de rues, stades, hôpitaux...) permit d'embaucher 670 personnes en chômage, pendant l'automne, en zone occupée. Entre le 31-3-39 et le 31-3-1944, les industries agro-alimentaires perdaient 26 % de leur effectif d'ouvriers, les industries chimiques 52 %, des cuirs et peaux 33 %,

des métaux 50 %...

Pourtant certaines entreprises ont bénéficié de l'occupation allemande (graphique). Trois échelons administratifs étaient employés à la satisfaction des demandes formulées par le commandement ou le gouvernement du Reich : La "Bezirk" d'Angers supervisait et contrôlait toute l'organisation économique en fonction des besoins ; Le "Rüstungskommando" de Niort comprenait des contrôleurs de fabrication, un coordinateur des transports, un service de distribution de courant et combustible, un service de protection et d'inspection des usines ; La section économique à la Feldkommandantur 677 à Poitiers restait en contact direct avec les autorités locales et était chargée de l'étude des problèmes concernant la main d'oeuvre, les transports, les entreprises. Les réquisitions d'ouvriers pour les usines "S" et "V.B.", travaillant pour l'Allemagne, entraient dans ses attributions.

La loi du 16 août 1940 concernant l'organisation de la production industrielle va faciliter l'orientation de l'économie. Elle institue une économie dirigée, une véritable planification, la création de comités d'organisation dont l'objectif était d'arrêter les programmes de production, de répartir les matières premières et la main d'oeuvre, de régulariser la concurrence et les prix.

Dès l'armistice, les chemins de fer passaient sous la direction de la "Wehrmacht Transport Leitung". En priorité absolue étaient assurés les transports militaires allemands, puis ceux des matières premières indispensables à la production industrielle.

Parmi les entreprises protégées, nous trouvons d'abord les établissements d'Etat et les usines sous-traitantes d'industries allemandes. A la Manufacture d'Armes de Châtellerault, les chaînes de fabrication fonctionnèrent à nouveau le 1er juillet 1940 - 7 jours

après l'arrivée des Allemands -. Le Deutschen Treuhander RIESE, qui possédait une usine similaire à Lubeck, prit le commandement de la M.A.C. Les meilleures des 6 000 machines prirent la direction de l'Allemagne, ainsi que des spécialistes à partir d'octobre 1942 (à Vetter, Allemagne). Sous les ordres de l'occupant, les ouvriers et ouvrières de la M.A.C. reprurent les mêmes fabrications qu'avant la guerre, assurèrent la réparation des armes françaises récupérées. S'y ajoutèrent des fabrications de gazogènes. L'effectif de la M.A.C. oscilla entre 2 000 et 3 500 personnes pendant l'occupation. Le Rü - KO de Niort déplaça des ouvriers de Ruelle (Charente) vers la M.A.C. et réquisitionna de la main d'oeuvre dans la région pour faire face aux commandes allemandes. Avant de quitter Châtelleraut le 5 septembre 1944, les Allemands détruisirent une partie des installations de la M.A.C.

Jusqu'en juin 1940, les usines ROCHER fabriquèrent des pièces pour mitrailleuses ou lance - grenades, des grenades de 50, 60 et 81 mm, des bombes d'aviation...

A l'arrivée des Allemands, Rocher sollicita des commandes. Dès le 25 juin 1940 les usines et le personnel sont sous garantie de l'administration militaire allemande, le patron étant responsable de l'exploitation. Le 21 octobre 1940, la "Bezirk" d'Angers, qui en assurait le contrôle, après une visite des usines, demanda les renseignements sur la confection de certaines pièces de fusée avant de passer des commandes. L'entreprise fut classée dans la catégorie "Rü - Betrieb", puis "Speer - Betrieb" en février 1943. Rocher pour solliciter d'autres commandes n'hésita pas à aller à Paris et à Berlin (têtes de gaines, grenades, obturateurs, vérins... en tout pour 233 millions de francs). L'exécution était suivie sur place par des ingénieurs allemands. La collaboration économique des époux

Rocher était flagrante et s'est soldée par 15 ans de travaux forcés à la cour de justice de Poitiers en 1946. Deux autres entreprises installées en 1938 allaient bénéficier des commandes allemandes; La Pile Leclanché, à Chasseneuil, qui a fabriqué des piles pour la S.N.C.F. et les P.T.T. et pour des usines et les chemins de fer allemands, ainsi que les garages Lemoine qui ont produit et livré aux Occupants des générateurs à acétylène (1941) puis des tours parallèles. La plupart des autres usines métallurgiques eurent des commandes indirectes ou en sous-traitance notamment lors de la construction du mur de l'Atlantique . L'usine GALLUS a fourni des appareils d'optique pour les chars et les sous-marins, Radio Energie a fabriqué des générateurs, GUIGNARD eut des commandes de pompes... Ces trois entreprises étaient Châtelleraudaises. Pour toutes ces industries protégées, l'économie de guerre allemande augmenta l'activité par rapport à 1938 en leur fournissant les matières premières par réquisitions, la main d'oeuvre par des mesures de restructuration (fermetures d'autres entreprises, de commerces, d'assurances, d'imprimeries etc...).

A la Libération, le matériel des usines de la Vienne était vieux et souvent hors d'usage.

Les industries après la guerre

Pendant dix ans, parfois plus, il n'y a pas eu modernisation des entreprises poitevines. Elles restèrent dans les bâtiments anciens, peu rationnels, même si des achats de machines neuves étaient effectués après 1950. C'est vers 1960 et après que sont créés autour des villes des zones industrielles pour accueillir les usines anciennes qui fuient les centres villes encombrés, ou les entreprises nouvelles qui s'implantent, dans le cadre de la décentralisation.

En 1965, 60 % des emplois nouveaux sont dus à des créations d'établissements. Dans l'immédiat après la guerre les classes possédantes n'ont apporté à l'industrialisation de la Vienne que des appuis limités - en capitaux notamment -. La part de la population active du secteur secondaire qui représentait 21 % en 1938, chutait à 18 % en 1944 pour atteindre 24 % en 1946 : c'était surtout le fait d'une augmentation d'effectifs dans les travaux publics, le bâtiment et les transports, de la reprise des vieilles entreprises souvent restées rurales; Les milieux dirigeants n'ont développé les structures d'accueil de l'industrie qu'à partir de 1960.

Les industries agro-alimentaires se maintinrent dans les années qui suivirent la guerre et retrouvèrent en 1947 leur production de 1938. Il y eut concentration dans les meuneries; seules ont subsisté celles qui avaient su se moderniser. Les laiteries ont augmenté leur capacité en essayant d'améliorer le ramassage du lait et son traitement. Des groupements de laiteries, des ententes en unions voisines ont réduit le nombre des tournées et permis la spécialisation dans la production (beurre, fromages ou poudre). En 1957 était créée l'Union Laitière du Haut Poitou groupant 6 coopératives laitières (15 en 1964) afin de traiter l'excédent de lait, selon les saisons, et de le transformer en beurre et en poudre en vue de stockage. Ses installations sont implantées à Fonillet (Chasseneuil) au nord de Poitiers. Les six usines de torréfaction du café n'employaient plus à elles toutes que 80 personnes en 1945. Deux seulement subsistent aujourd'hui. Quant aux conserveries, biscuiteries, abattoirs... leur productivité demeurait assez basse parce qu'elles étaient à peine sorties du stade artisanal. La distillerie coopérative de Saint Pierre de Maillé comptait 1 200 adhérents après sa création en 1942.

Ils n'étaient plus que 400 en 1950 et les lois Mendès-France de 1953-1954 la mirent en difficulté.

La brasserie de Montmorillon, après la période euphorique qui dura jusqu'en 1948, connut des déboires face à la concurrence des sociétés comme "La Meuse" puis "Kronenbourg". C'est Champigneulle qui acheta ce qui restait de Montmorillon, en 1954, afin de fermer cette usine désuète.

Vers 1950-1955 les autres industries traditionnelles étaient en déclin : trois entreprises seulement avaient plus de 100 ouvriers : la filature de Ligugé, l'usine de contreplaqués de Mesle à Châtellerault, une brosserie à Poitiers. Une bonneterie, une fabrique de vêtements, une fabrique de meubles maintenaient leur effectif à 50 ouvriers en 1952 avant de disparaître une dizaine d'années plus tard. Il en fut de même des entreprises qui travaillaient les cuirs et les peaux, des galocheries par exemple. L'entreprise Faillargeau qui ne traitait plus en 1944 que 2 000 peaux d'oies déclina rapidement devant la concurrence des matières synthétiques. En revanche la fabrique de postiches d'art HYVERNAT de Saint-Benoit, installée à la suite du travail à domicile qu'elle donnait dans la région, dans l'entre-deux-guerres, prenait un bel essor en raison de la demande; elle importait des cheveux d'extrême orient, les traitait avant de les monter sur des supports (400 ouvrières en 1960). Que sont devenues les grandes entreprises privilégiées par les Allemands ?

Les garages Lemoine furent vendus dès 1944 et disparurent. Les usines Rocher, en l'absence de leur patron, en prison, privées des fabrications militaires, continuèrent leurs productions civiles avec de grandes difficultés (appareils de cinéma, limes...). Les

fonderies furent fermées, le matériel mis sous séquestre puis vendu. La M.A.C., à la Libération, remit en état la centrale électrique, abandonna une partie de ses productions militaires. Cependant 2 000 ouvriers continuèrent la fabrication du F.M. 24/29 et de la mitrailleuse 31, dès 1945. En 1949, les fabrications des pistolets automatiques 7,65 et des pistolets mitrailleurs M.A.C. atteignent de fortes cadences en raison de la guerre d'Indochine (10 000 FM en 1950). En 1952, une nouvelle mitrailleuse sort des chaînes de la M.A.C.; les usines sont modernisées. Dans l'annexe de la Brelandière, on commence la rénovation des moteurs GMC et JEEP, la fabrication de l'engin anti-char ANTAC et du canon HISPANO de 30 mm, à partir de 1956. Puis en 1959, les manuchards fabriquent des mortiers de 60 mm, des lance-flammes, la mitrailleuse M.A.C. 52 et le pistolet automatique 50. Pendant la guerre d'Algérie, alors que le carnet de commandes est plein - le 11 avril 1961 - le Conseil des ministres annonce officiellement la fermeture de la M.A.C. Il restait alors 1 735 ouvriers et cadres malgré la modernisation de la manufacture. La plupart des ouvriers vont être embauchés par les industries qui s'installent alors à Châtellerault : la SFENA en 1962, le dépôt de fusées HAWK en 1964, la SOCHATA en 1965. Sept usines de sous-traitance de la M.A.C. avaient formé un groupement dans les années 50 (600 ouvriers environ), l'Union Châtelleraudaise des Producteurs Industriels, mais, faute de commandes, elles connurent aussi le déclin en même temps que la Manufacture d'Armes. A partir de 1955, Châtellerault a développé deux zones industrielles l'une à l'ouest et l'autre au nord, la plus importante (100 ha).

La Tréfilerie Lefort des Ardennes, repliée en 1938 à

La Tricherie, a été absorbée après la guerre par la Société des Hauts Fournaux de la Chiers de Longwy. Elle continua à fabriquer, avec une centaine d'ouvriers, des produits tréfilés, des fils plastifiés, des grillages pour béton armé... Une autre usine est venue s'installer à proximité, la Société d'Application de Ciment Armé, pour fabriquer des poteaux en béton.

La pile Leclanché connut de grosses difficultés après la guerre et fut reprise par FULMEN puis en 1958 par la SAFT (Société des Accumulateurs Fixes et de Traction) filiale de la C.G.E. En 1965, l'ancienne usine fut abandonnée et s'implanta sur 15 000 m² dans une des zones industrielles de Poitiers. Depuis la reprise par la C.G.E., l'usine SAFT Leclanché doubla son chiffre d'affaires tous les cinq ans jusqu'en 1975. Entre Châtellerault et Poitiers, de petites industries (France 3M Company, Royco, Associated Engineering, Télémécanique) s'installèrent, après 1965, grâce à des capitaux extérieurs, sans intervention des Poitevins ou presque.

A Poitiers et dans sa banlieue, l'imprimerie et la cartonnerie subsistèrent et se développèrent après la guerre. L'industrie chimique de St Benoit (engrais St Gobain), qui avait disparu pendant la guerre faute de matières premières, fit place à la Société de Conditionnement du Groupe GEIGY - FRANCE en 1947, 400 personnes (vers 1965) y sont employées à fabriquer et à conditionner sous forme d'aérosols, des insecticides, des déodorisants, des antiparasitaires... Peu d'industries d'avant guerre vont subsister après 1950. Les établissements les plus importants se sont installés après la Seconde Guerre Mondiale sur des initiatives privées (four à boulangers FLOCHET, caravanes TESSERAULT, engins élévateurs TERMIT, ascenseurs CACTUS...). Ce n'est qu'après 1965 que des méthodes

modernes de prospection des industriels à la recherche d'une nouvelle implantation, sont appliquées par les responsables locaux. Vinrent alors, avec des capitaux extérieurs, la Compagnie des Compteurs Schlumberger, Simca, Delsol, Atlanticolor, Kronenbourg et après 1970 Michelin et Dassault.

Les industries de guerre qui avaient bénéficié des commandes allemandes ont continué à travailler pour l'armée française après le conflit mondial (guerre d'Indochine, guerre d'Algérie). Celles qui avaient été repliées dans la Vienne, ont disparu du fait des regroupements et de la restructuration des entreprises ou bien elles ont été absorbées par des puissantes sociétés installées dans des régions plus industrialisées que le Centre Ouest (Nord Est).

En zone libre, la faïencerie s'est développée; En revanche la brasserie est disparu comme les petites usines créées pour faire face à la pénurie.

L'industrialisation de la Vienne est donc très récente et reste embryonnaire. Si quelques très rares industries se reconvertissent lentement après la guerre la plupart disparaissent. Il faut y voir - quand elles subsistent - la qualité exceptionnelle des chefs d'entreprise et de l'encadrement.

Ce n'est que tardivement que les responsables locaux ou régionaux ont accordé des facilités financières aux industriels et présenté des espaces aménagés à proximité des grands axes de communication.

SOURCES

- Archives Départementales de la Vienne (Production industrielle agriculture, Commissariat de la République, réquisitions, Cours de justice)
- Journal du Rüstung Kommando (Archives allemandes)
- Archives Jean Schuhler, commissaire de la République; "Etat économique de la Région en 1944".
- Archives privées et interviews.

1) RÉGIONS AGRICOLES DE LA VIENNE INDUSTRIES ET VILLES

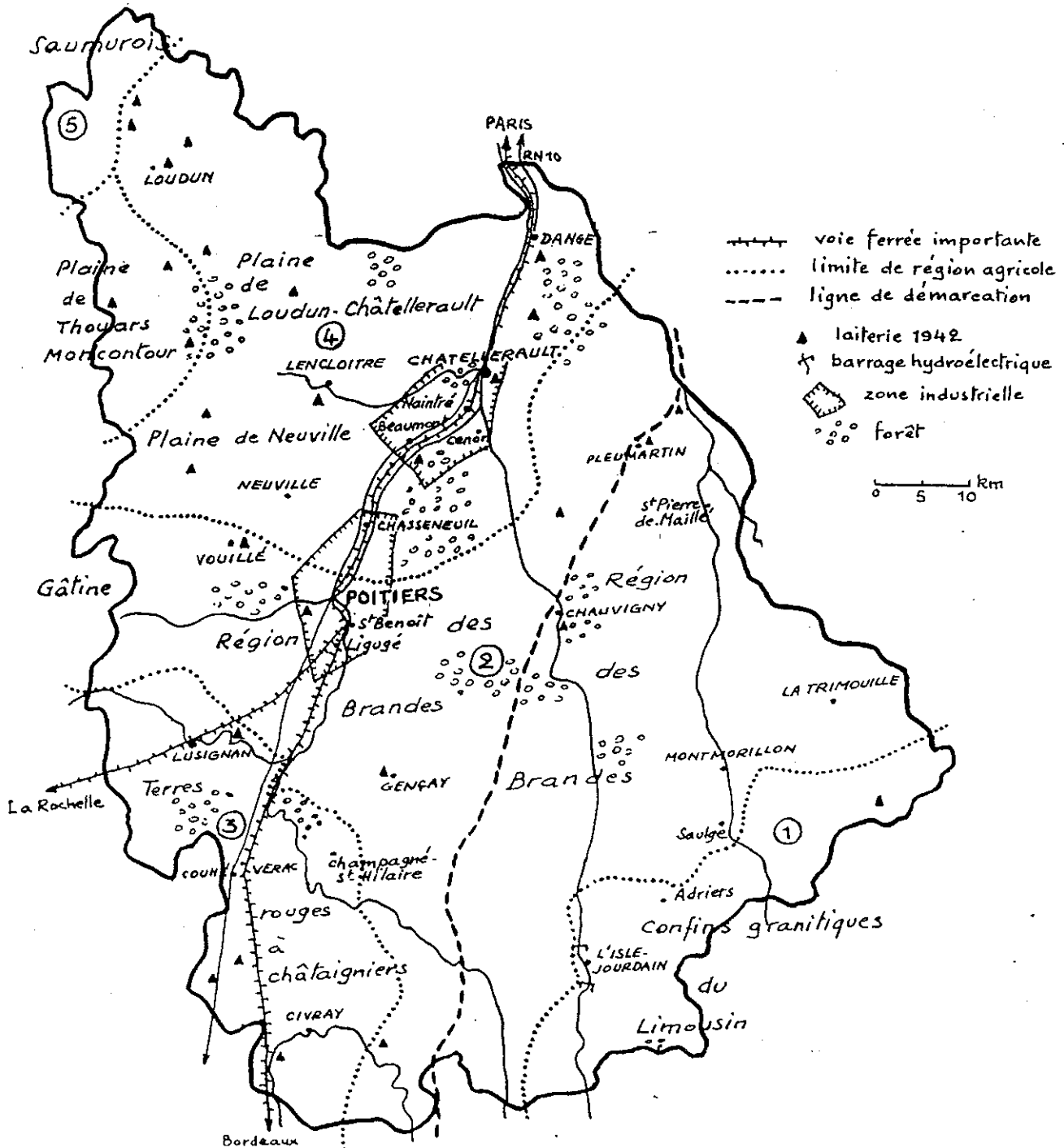
La superficie exacte du département est de 704 414 ha.

- 1) – **Confins granitiques du Limousin** – environ 54 000 ha.
Collines avec terres d'origine granitique portant des prairies naturelles – sources nombreuses – bocage – région propice à l'élevage ovin et bovin.
- 2) – **Région des brandes et Gâtine** : environ 348 000 ha.
Constitués par des formations tertiaires (argiles, sables) . Terres compactes , imperméables , souvent peu fertiles où poussent la grande bruyère, les ajoncs, les genêts, qui demandent drainages et engrais.
- 3) – **Terres rouges à châtaigniers** environ 79 000 ha.
Terres de limons, profondes et perméables, fertiles, permettant la polyculture et l'élevage bovin (vaches laitières).
- 4) – **Plaines de Loudun – Châtelleraut – Neuville** (terres de groie fertiles).
Plaine de Thouars – Moncontour (argiles et calcaires argileux imperméables – au total environ 200 000 ha).
Les vallées portent des cultures maraichères (terres d'aubues), les interfluves des céréales et des vignes.
- 5) – **Plaine du Saumurois** – environ 13 000 ha – plaine calcaire à vocation viticole.

Ligne de démarcation

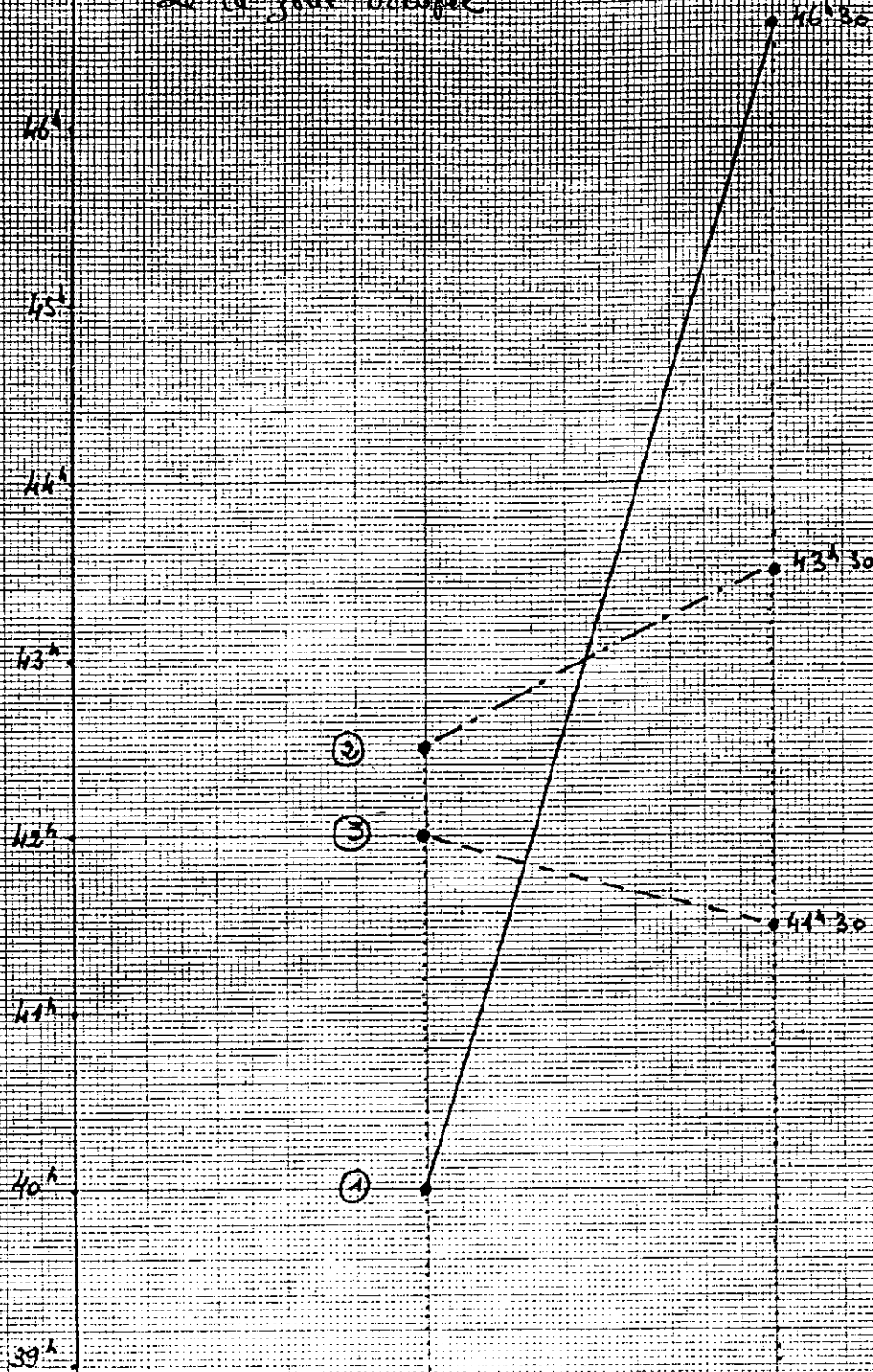
Elle isole , en zone non occupée , les collines granitiques et les terres de brandes du montmorillonais dont la vocation est surtout l'élevage ovin (race charmoise) et bovin (engraissement).

Les meilleures terres du département sont situées dans la zone occupée (céréales, vignes, cultures maraichères, élevage de vaches laitières et de chèvres).



2) Activités des entreprises à la Vienne de la zone occupée

nombre
d'heures
moyen
par semaine,
par ouvrier



années 1938 1942

- ① Entreprises classées R.U. et S.B. en 1942 (leur nombre d'ouvriers augmente aussi)
- ② Entreprises ayant des commandes indirectes des Allemands (le nombre d'ouvriers augmente peu)
- ③ Entreprises sans aucune commande allemande même indirecte (le nombre d'ouvriers diminue)